



©Arnaud Thierry Gouegnon

Investir dans les populations rurales en **République de Côte d'Ivoire**

La Côte d'Ivoire, l'un des moteurs économiques de l'Afrique de l'Ouest, est de loin le plus gros exportateur de cacao dans le monde où elle détient près de 40 pourcent du marché international. Elle exporte aussi une variété de produits agricoles comme l'anacarde, le palmier, le caoutchouc, la mangue, le coton, la banane plantain, la banane douce, etc., montrant que ce pays a une fondation agricole solide. Grâce à ce secteur, le pays a vite retrouvé le chemin de la croissance économique suite à la crise socio-politique de 2010-2011. Le taux de croissance moyen a été de près de 8 pourcent par an entre 2012 et 2018, permettant au pays de figurer parmi les économies les plus dynamiques au monde.

Dans la perspective de maintenir le dynamisme et attirer de gros investissements, le Gouvernement de Côte d'Ivoire a lancé des réformes significatives dans l'environnement des affaires. L'une des réformes majeures porte sur l'opérationnalisation du guichet unique pour les investissements. A la faveur de ces réformes, la Côte d'Ivoire est devenue l'un des pays les plus attrayants dans le domaine des investissements dans les affaires, notamment dans les pays francophones.



Nonobstant la bonne performance macroéconomique, la croissance n'a pas été très inclusive en générale. Le taux de pauvreté n'est passé que de près de 50% en 2008 à un peu plus de 45%, et la Côte d'Ivoire était classée 170ème sur 189 pays en 2017 sur la base de l'indice de développement humain. Les taux de pauvreté masquent d'énormes disparités aux niveaux économique, social et géographique.

Le paradoxe pour ce pays agricole réputé sur le plan international est que la plupart des pauvres du pays sont de petits exploitants agricoles. Les plus démunis d'entre eux étant ceux avec un accès limité voire inexistant à la terre, un niveau d'instruction relativement bas et un accès limité aux technologies. Dans les zones où la pression démographique et la dégradation de l'environnement rendent les terres productives encore plus difficilement accessibles, les jeunes et les femmes restent particulièrement vulnérables, particulièrement aux effets du changement climatique. Ces dernières n'ont qu'un faible pouvoir de décision, voire aucun, sur la répartition des terres et sont tributaires des hommes pour ce qui est de l'accès aux ressources foncières.

Éradiquer la pauvreté rurale en République de Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire s'est munie du Plan de développement national (PND) 2016-2020 visant à créer de la richesse et de l'emploi par la promotion du secteur privé. Ce Plan s'articule autour de cinq objectifs stratégiques:

- renforcer la qualité des institutions et de la gouvernance;
- accélérer le développement du capital humain et le bien-être social;
- accélérer la transformation structurelle de l'économie par l'industrialisation;
- développer les infrastructures et préserver l'environnement; et
- renforcer l'intégration régionale et la coopération internationale. Il est aligné sur les objectifs continentaux et ceux du développement durable.

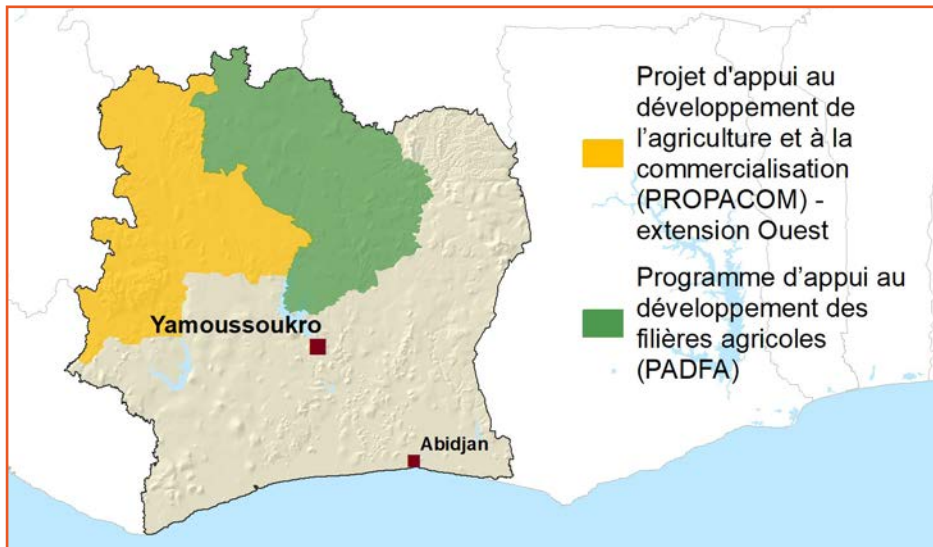
Sur la base du PND 2016-2020 et du Programme national d'investissement agricole (PNIA II) 2018-2025, la stratégie du FIDA s'articule autour.

La stratégie du FIDA en République de Côte d'Ivoire

Depuis 1984, le FIDA a investi 174,65 millions d'USD dans 11 programmes et projets en Côte d'Ivoire, pour un financement total de 384,37 millions d'USD. Le premier programme d'options stratégiques (COSOP) du FIDA pour la Côte d'Ivoire, qui définit la stratégie d'intervention, a été approuvé en 1997. Le deuxième COSOP couvrant la période 2010-2015 et tenant compte du contexte national, a été approuvé par le Gouvernement en 2009. Le troisième COSOP qui en cours de formulation et couvrant la période 2019-2025 s'articulera autour de trois objectifs stratégiques suivants:

- renforcer les institutions, améliorer la gouvernance des filières agro-sylvo-pastorale, et améliorer la performance des programmes d'investissement à travers le renforcement des partenaires avec les agences de développement;
- accroître la productivité agricole et renforcer la résilience des petits exploitants agricoles au changement climatique; et
- améliorer les capacités des prestataires de services et renforcer les activités non-agricoles rurales.

Opérations en cours



Projet d'appui au développement de l'agriculture et à la commercialisation (PROPACOM) - extension Ouest

A la demande du Gouvernement, le PROPACOM s'est étendu à l'Ouest du pays. S'inscrivant dans la continuité de l'approche du PROPACOM dans le Centre-Nord, le Nord et le Nord-Est du pays, le PROPACOM-Ouest est actuellement mis en œuvre dans 6 régions et 16 départements situés dans 3 districts:

- la région du Tonpki (pas les régions de Cavally et Guemon) dans le district des Montagnes;
- les régions du Kabadougou et de Folon dans le District du Denguelé; et
- les régions du Bafing, Worodougou et Béré dans le District du Woroba. Les actions de ce projet sont complétées par des interventions visant à améliorer la résilience aux changements climatiques des petits producteurs ruraux et des écosystèmes ciblés dans les 2 zones d'intervention du programme PROPACOM via le financement ASAP (Adaptation de la petite agriculture au changement climatique).

Le coût total du projet s'élève à 59,7 millions d'USD incluant un don de 17,5 millions d'USD et un prêt de 17,5 millions d'USD accordés par le FIDA. Il est cofinancé par le Fonds d'adaptation au changement climatique pour un montant de 7 millions d'USD. Au total, 30 000 ménages ruraux sont des bénéficiaires directs de ce projet.

Programme d'appui au développement des filières agricoles

En Côte d'Ivoire, les projets de développement agricole ont été traditionnellement tournés vers l'amélioration de la productivité, mais les investissements dans les activités après récolte telles que la conservation, la transformation et la commercialisation ont été insuffisants. L'objectif du programme de développement des filières agricoles est d'améliorer les activités post-récolte incluant le conditionnement, le stockage, la transformation et la commercialisation – de trois filières stratégiques: riz, produits maraichers et mangue. Ce programme a pour vocation de stimuler la croissance économique et améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, par le biais de l'accroissement des revenus des ménages de petits exploitants dans la zone du programme.

Le Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADFA) cible à 32 500 ménages vulnérables dans les régions de la Bagoué, du Poro, du Tchologo, du Hambol et du Gbéké, dont 20 000 dans la filière riz, 3 000 dans la filière légumes et 5 000 dans la filière mangue. Il touchera également environ 4 500 ménages engagés dans la transformation et la commercialisation.

Pour promouvoir l'agriculture dans une perspective entrepreneuriale susceptible de générer des excédents pour les petits producteurs, le programme favorisera les partenariats commerciaux, en particulier les contrats entre les organisations de producteurs et les acteurs en aval de la chaîne de valeur. Le PADFA mobilisera également les investissements du secteur privé national en promouvant le cofinancement, les mécanismes de partage des risques et d'autres produits et services financiers pour favoriser le développement des initiatives privées.

Le coût total du projet s'élève à 70,34 millions d'USD inclut un financement accordé par le FIDA d'un montant de 36,89 millions d'USD. Il est cofinancé par un prêt du Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID) avec un montant de 20 millions d'USD. Au total, 180 000 personnes vont bénéficier directement de ce projet.



©Arnaud Thierry Gouegnon

Le FIDA investit dans les populations rurales, en dotant celles-ci des moyens de réduire la pauvreté, d'accroître la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition et de renforcer la résilience. Depuis 1978, nous avons octroyé 21,5 milliards d'USD sous la forme de prêts à faible taux d'intérêt et de dons en faveur de projets qui ont bénéficié à quelque 491 millions de personnes. Le FIDA est une institution financière internationale et un organisme spécialisé des Nations Unies dont le siège est à Rome – centre névralgique des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.






Contact:

Abdoul Wahab Barry
Directeur du Bureau sous régional et
Représentant du FIDA en Côte d'Ivoire
Immeuble IMA, Angle Avenue NOGUES
et Rue Duplessis
Plateau, Abidjan
01 BP 1747 Abidjan 01
Côte d'Ivoire
Téléphone: +225 20 23 88 12
Fax: +39 06 54 59 30 60/50 43 463
a.barry@ifad.org



Investir dans les populations rurales

Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org

 facebook.com/ifad
 instagram.com/ifadnews
 linkedin.com/company/ifad
 twitter.com/ifad
 youtube.com/user/ifadTV

Novembre 2019